

À TROIS JOURS DE L'ÉLECTION DU BARREAU D'ALGER

Effervescence chez les avocats

A trois jours du scrutin portant renouvellement du conseil de l'Ordre du barreau d'Alger, une ambiance particulière caractérise le tribunal de Sidi-M'hamed, où se trouve le siège du barreau d'Alger.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Et pour cause, les réserves soulevées par les postulants, dont les six têtes de listes n'ont connu aucune suite. La principale revendication en l'occurrence la mise en place d'une commission de surveillance n'a toujours pas vu le jour. Une situation que les candidats qualifient de «grave précédent» à trois jours du scrutin. A ce titre, il y a lieu de noter que les six têtes de listes contestataires organisées, en la circonstance en coordination, n'ont pas été par trente-six chemins pour tirer à boulets rouges sur le bureau sortant, dont le président en l'occurrence Me Sellini Abdelmadjid dirige la septième liste. Les contestataires ont qualifié les conditions de préparation et de tenue de l'élection de «non réunies», avec

manquement grave au principe de «l'équité et de transparence». Selon des avocats, la commission de surveillance n'existe pas dans les textes régissant la profession d'avocat. Mais l'usage de la profession a toujours permis l'existence de cette commission. Ainsi et par voie de conséquence, «dans toutes les élections, une commission est censée surveiller tout le processus de la campagne électorale». «Aujourd'hui, la campagne électorale est terminée et la commission n'est pas installée et on ne connaît toujours pas le nom de son président. Comment dans le cas échéant, peut-on dénoncer un dépassement ou mettre fin à une défaillance ? Seule une commission de surveillance avec des prérogatives bien définies est à même de relever

ces incohérences ou mettre fin à des dépassements », soutient une source sûre qui ajoute «qu'il est anormal que la commission n'est pas installée à trois jours du scrutin, alors qu'elle devait l'être il y a de cela deux semaines».

Plusieurs autres griefs sont portés à l'encontre du bâtonnier sortant. À ce sujet, on peut citer notamment «le retard dans l'affichage du tableau de l'Ordre constituant le fichier électoral, la délibération de ce dernier à la veille du mandat du bureau, la signature de 520 dérogations à la veille du scrutin pour des avocats-électeurs qui ne remplissent pas les critères d'admission etc». Cela dit, il n'en demeure pas moins que l'enjeu de cette élection est étroitement lié à la prochaine étape en l'occurrence celle relative à l'élection du bâtonnier national. Selon la même source, la durée du mandat du bâtonnier national est limitée à deux ans

d'où la question de savoir si le barreau d'Alger est sous la «menace» de perdre le titre de bâtonnier national, si Me Sellini venait à être reconduit à la tête du barreau de la capitale ? La question est entièrement soulevée dans le milieu des robes noires du barreau d'Alger, sachant que ce dernier est considéré comme le plus grand pourvoyeur financier de par le nombre d'inscrits. Ajoutez à cela le fait que le siège du bâtonnat national se trouve à Alger Question : le bâtonnier national sortant travaille-t-il pour le compte d'un autre barreau ? Me Sellini rejette toutes les accusations portées à son encontre. Selon lui, la réaction des contestataires entre dans le cadre d'une gestulation de campagne. Pour Me Sellini, cette situation lui a rappelé celle de l'élection de 2005, lorsque le vote a été annulé pour les mêmes motifs.

A. B.

CONSTANTINE : L'ASSASSIN DE L'ENFANT YASSER ARRÊTÉ

Un pédophile récidiviste

L'énigme de l'abominable crime dont a été victime le jeune Yasser Djenhi et qui continue de défrayer la chronique constantinoise vient d'être résolue. Les éléments de la Sûreté urbaine extra-muros de Massinissa, un service relevant de la Sûreté de daïra de Khroub, sont parvenus en un temps record à arrêter l'auteur de ce meurtre.

Une crapule qui n'est pas à son premier délit, âgé de 27 ans et répondant aux initiales M. A. A noter que ce monstre a déjà été condamné pour pédophilie. Il n'est sorti de prison qu'en 2006, probablement à la faveur d'une grâce, et le revola récidiver de la manière la plus abjecte contre un innocent de trois ans et demi, jetant émoi et consternation dans le Tout-Constantine. Lors de sa présentation, hier, devant le procureur de la République près le tribunal de Khroub, plusieurs dizaines de citoyens, les habitants de la Nouvelle-Ville de Massinissa notamment, se sont

rassemblés devant cette institution pour exiger que justice soit faite et que l'auteur ait le châtiement qu'il mérite. Il a été placé sous mandat de dépôt pour au moins trois chefs d'inculpation : enlèvement d'un mineur, acte contre nature contre mineur et meurtre avec préméditation. Arrêté comme suspect dans un premier suspect, s'agissant d'un malfaiteur connu des services de sécurité habitant de surcroît le même quartier que la victime, M. A. a été confronté quelques heures plus tard à des indices qui confirment son implication dans ce crime. La police scien-

tifique, notamment le service de l'identité judiciaire et la brigade canine, a été mise à contribution dans cette enquête. Aussi, la découverte de traces de sang sur un morceau de tissu bien dissimulé dans une poubelle à près de 100 mètres du domicile de la victime fut l'élément déclencheur des soupçons qui pesaient sur M. A., d'autant plus que l'autopsie avait confirmé que le jeune Yasser avait subi des sévices aussi bien physiques que sexuelles. La même autopsie mentionnait que les entailles plus ou moins profondes sur le cou et le menton de la victime n'étaient pas la cause de la mort de Yasser. Elles ont été provoquées après que la victime eut rendu l'âme. C'était en fait une manière de maquiller ce crime en meurtre après que les violences sexuelles eurent causé l'irréparable et que de

tels soupçons pouvaient mettre les enquêteurs sur la bonne voie, celle du véritable auteur. Même le couteau dont s'est servi ce criminel a été retrouvé en son domicile. Confronté à tant de preuves, ce pervers a fini par avouer son crime et n'est pas près, cette fois-ci, de quitter de sitôt la cellule. Pour rappel, Djenhi Yasser avait disparu du domicile de ses grands-parents sis à la zone A de la Nouvelle-Ville de Massinissa vendredi dernier en fin de journée. Très tôt dans la matinée de samedi dernier, le corps sans vie de Yasser a été retrouvé à l'intérieur de la cage d'escalier de son immeuble (voir *Le Soir* de dimanche 20 janvier). Plusieurs centaines de citoyens ont accompagné le cortège mortuaire de Yasser au cimetière de Bekira où il a été inhumé dimanche.

K. G.

CONSEIL DE LA NATION

Examen de plusieurs projets de lois

Embarrassé par la situation actuelle de son secteur qui n'arrive toujours pas à combler le déficit en matière de main-d'œuvre qualifiée, El Hadi Khaldi nourrit beaucoup d'espoir quant au projet de loi d'orientation de la formation et de l'enseignement professionnels. Pourtant, malgré toutes les réformes entreprises, les jeunes Algériens continuent à «boudier» la formation professionnelle.

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - Soumis hier devant le Conseil de la nation pour examen, le projet de loi d'orientation de la formation et de l'enseignement professionnels a suscité moult interrogations. En tout premier lieu et en réponse aux interrogations des membres du conseil le ministre a tenu à préciser que son secteur «n'est pas une structure d'accueil, pour les jeunes victimes de déperdition scolaire» ou ceux ayant «raté leur scolarité». Dans ce sens,

Khaldi a assuré que l'enseignement professionnel «est un choix universel», d'où l'impérative de se référer au rôle initial du secteur. Ceci passe par la revalorisation des métiers manuels, tout en adoptant des méthodes et technologies nouvelles. Il considère ce projet de loi comme étant «le fondement directeur de la formation et de l'enseignement professionnels» dans notre pays. Il permettra une harmonisation entre «l'offre professionnelle d'un côté et les besoins du marché du travail d'un autre».

Soit former pour répondre aux besoins réels des entreprises économiques. Le projet de loi d'orientation prévoit entre autres la désignation d'un conseil national de partenariat et d'une commission de contrôle et de gestion. Une sorte d'institution consultative, regroupant des opérateurs économiques, des artisans et des experts dans le domaine de la formation. Cette dernière constituera un trait d'union entre le secteur de la formation et les opérateurs économiques. Se voulant rassurant, Khaldi

affirme que son secteur mettra à la disposition des centres de formation tous les moyens technologiques et équipements nécessaires. Concernant le manque de disponibilité des ouvrages «professionnels», le ministre a assuré que «tous les centres de formation professionnelle

seront dotés en manuels et livres professionnels». A cet effet, dira-t-il, près de 500 millions de dinars ont été dépêchés cette année pour combler ce déficit. Il relèvera que le manque de main-d'œuvre qualifiée a augmenté, notamment dans le domaine du bâtiment. El Hadi Khaldi fait état

Fermeture de près de 300 centres de formation privés

En marge de cet évènement, le ministre de la Formation et de l'enseignement professionnels, El Hadi Khaldi a déclaré : «La fermeture entre 2005 et 2007 de plus de 300 centres et écoles de formation professionnelle privés à travers le pays : à Sidi-Bel-Abbès, Oran et Alger.»

Il s'agit de retrait provisoire des agréments qui seront restitués aux propriétaires de ces établissements «après avoir révisé, amélioré et respecté les cahiers des charges» certifie Khaldi. Estimés à plus de 1000 centres et écoles privées à travers le territoire national, le ministre a rappelé que «plusieurs de ces établissements dont l'activité n'est pas en

conformité avec les cahiers des charges subiront le même sort». Toutefois, le ministre a expliqué que les personnes dont les centres ont fait l'objet de «fermeture» pourront déposer des recours auprès de la wilaya, et en deuxième lieu, auprès du ministère.

À noter qu'une commission chargée d'étudier et de délivrer les agréments s'occupe du suivi et du contrôle de ces écoles. Ces dernières seront soumises à des inspections régulières. Dans ce sens, le ministre a affirmé que le projet de loi d'orientation de la formation et de l'enseignement professionnels, dédiée une large part au secteur privé. Un sec-

d'une demande évaluée à 50 000 maçons. Ces carences ne sont pas dues au manque d'encadrement mais au refus des jeunes «formés» à faire des concessions et accepter des postes ne répondant pas à leur formation initiale.

W. Z.

teur «qui a beaucoup donné lors de la décennie noire, et dont nous ne pouvons nous détourner» avouera-t-il. Enfin, il est à signaler qu'une conférence nationale sera organisée les 16,17 et 18 février prochain, en application des directives du président de la République. Celle-ci, consacrée essentiellement aux préoccupations du secteur et de la jeunesse, réunira plus de 1300 participants représentant le secteur de la formation professionnelle, des organismes d'aide aux jeunes tels l'Ansej, Anjem... Une centaine de jeunes ayant bénéficié de ces aides seront présents pour apporter leurs témoignages.

W. Z.

TRAFFIC DE CARTES GRISES

À MASCARA

10 personnes placées sous mandat de dépôt

Ce sont finalement dix personnes qui seront placées sous mandat de dépôt par le juge d'instruction et la onzième fera l'objet d'une citation directe. Ils étaient donc onze à être entendus tard dans la soirée d'avant-hier par le juge d'instruction après avoir été présentés la semaine passée devant le procureur de la République de Mascara. Sur les 30 personnes au demeurant concernées par cette affaire, 13 se trouvent dans la nature. L'affaire elle-même porte sur un important trafic de documents de véhicules et l'enquête a révélé un nombre de 300 automobiles enlevées sur le territoire national de manière illégale. Des employés de la DRAG de Mascara, dont deux chefs de service et un agent de bureau, un chef de service de l'annexe APC de Mascara et un responsable de l'état civil, sont impliqués dans cette affaire avec des intermédiaires ou courtiers. Sont également accusés un ingénieur de la direction des mines et un commissaire-priseur domicilié à Arzew. Celui-ci apparemment en fuite établissait de fausses attestations de vente aux enchères sur la base desquelles étaient élaborées les fiches techniques et cartes grises. Cette affaire qui a défrayé la chronique à Mascara n'a peut être pas encore livré tous ses secrets.

M. Meddeber

COUR SUPRÊME

Deux magistrats instructeurs pour l'affaire Bouricha

De sources bien informées, nous avons appris que le magistrat conseiller près la Cour suprême et en charge du dossier Bouricha, ex-wali de Blida, vient d'être remplacé par deux juges d'instruction, lesquels vont poursuivre l'instruction de l'affaire. Bouricha Mohamed, qui n'a pas encore été convoqué pour son audition sur le fond, est poursuivi rappelés-le, pour détournement de foncier et corruption. Aussi et à en croire notre source, l'ex-directeur de la garde communale de la wilaya de Blida vient d'être auditionné dans l'affaire des chalets réalisés dans différentes communes de la wilaya de Blida et dont le dossier, selon l'enquête diligentée par la gendarmerie, est sujet à caution. Par contre, l'entrepreneur ayant effectué les travaux et impliqué dans cette affaire, a été transféré, apprend-on, vers un hôpital en France pour maladie grave. Notons enfin que le magistrat conseiller déchargé du dossier Bouricha, a été désigné pour instruire celui de l'ex-wali d'El-Tarf.

M. B.

ACCROCHAGE À THÉNIA

Un officier blessé

Les forces de l'ordre ont tendu une embuscade aux terroristes armés du GSPC. Au cours de l'échange de tirs qui s'en est suivi, un officier de l'ANP a été blessé. L'accrochage s'est déroulé non loin du site des chalets des sinistrés de Oued Lahdjet, à l'ouest de la ville de Thénia. Mis à part l'officier blessé, nos sources ne signalent aucune perte humaine.

L. H.